

## Policy Brief

---

# Fracturations et institutionnalisation des extrêmes en France : cas des élections présidentielles et législatives de 2017 et 2022

Par Nouredine Jallal

PB -50/22

Emmanuel Macron é été élu en 2017 président de la République, avec une majorité absolue de députés. Ces deux victoires (présidentielle et législative) ont été possibles grâce à une stratégie qui a consisté à saper le clivage gauche-droite et à construire une majorité présidentielle hybride. Lors de sa réélection en 2022, le paysage politique à bel et bien changé. Tout d'abord, le président de la République n'a pas réussi à avoir la majorité absolue. Les deux extrêmes (droite et la coalition de gauche) ont réussi à avoir une vraie représentation au sein de l'Assemblée nationale, avec un net recul de la droite traditionnelle. Cette nouvelle opposition a décidé de contrôler la mise en place de la politique de la majorité présidentielle. Cependant, ce qu'il faut retenir de cette nouvelle parenthèse, en plus de la fracturation du paysage politique, c'est la performance du mouvement de l'extrême droite, le Rassemblement national (RN), qui a réussi sa « dédiablement », gagné sa respectabilité, et assuré sa normalisation et, enfin, sa banalisation.

---

## Acte I : Président jupitérien

Jupiter, le Dieu romain qui gouverne la terre et le ciel, tel fut le surnom que les commentateurs politiques ont collé à la nature de la gestion politique, à la verve et à la posture du jeune président Emmanuel Macron durant son premier mandat, qu'il brigue avec panache en 2017. Une victoire à la hussarde qui aura de lourdes conséquences sur le paysage politique français.

Au terme d'une campagne électorale sans précédent, riche en rebondissements, E. Macron est passé du statut de « *l'outsider* » à celui de favori, en l'emportant avec 66.1 % des voix exprimées face à la candidate du Front national (aujourd'hui Rassemblement national) qui a obtenu 33.9 %.

A l'issue de sa campagne (2017) et de la stratégie qu'il a employée, force est de constater que la première transformation que le jeune Président a réussie, est celle de faire voler en éclats le clivage gauche droite, qui a structuré le paysage politique depuis 1958. En effet, sa stratégie a été d'élargir l'éventail de son spectre politique en puisant dans les deux camps (droite et gauche), débauchant élus, notables et autres figures politiques et celles de la société civile, de telle sorte que l'on a commencé à parler de « prises » toutes les fois qu'il a réussi à convaincre une figure emblématique pour la rallier à sa cause. Aussi, le jeune président a attiré énormément de jeunes talents et de novices en politique, constituant ainsi une assise majoritaire renouvelée pour gouverner.

La nouveauté a été également la nature de son mouvement politique. Un simple mouvement qui va se structurer à l'opposé des structures partisans vieillissantes. Une nouvelle formule qui prendra le nom de la « République en marche » (LRM).<sup>1</sup> Le maître-mot est de se démarquer des partis traditionnels avec le rejet « *des courants et des formes traditionnelles de la démocratie interne et du pluralisme partisan (...) et de la bureaucratie des féodalités partisans* ». <sup>2</sup>

Cette stratégie allait se concrétiser par une victoire nette aux élections législatives de juin 2017. Le parti LRM obtient la majorité absolue avec 361 sièges, sur les 577 députés que compte l'Assemblée nationale, en prenant en compte les députés appartenant au Mouvement démocratique (abrégé Modem), un parti du centre présidé par François Bayrou. Il est opportun de noter que les autres formations politiques ont été éclipsées par ce succès confortable de la majorité présidentielle. En effet, le parti les Républicains (LR), L'Union des indépendants et Divers droites obtiennent 126 sièges, le parti Socialiste, le Parti radical de gauche, les divers gauches et Europe écologie les verts obtiennent 46 sièges, La France Insoumise (LFI) de Jean-Luc Mélenchon et le parti Communiste comptent 26 élus, et le Front national 8 élus. Sept groupes parlementaires ont constitué l'Assemblée nationale de l'époque.

Nous n'avons pas la prétention de faire le bilan<sup>3</sup> du premier quinquennat du Président Macron, mais remarquons, en substance, que certaines promesses électorales ont été réalisées et bien d'autres n'ont pu voir le jour. Aussi, il convient de souligner l'impact du

---

1. Bruno Cautrès, Marc Lazar, Thierry Pech, Thomas Vitiello. La République en marche : Anatomie d'un mouvement. <https://spire.sciencespo.fr/hdl:/2441/7jev6g9ne390e9fslg2gg9sde8/resources/2018-10-cautres-la-republique-en-marche.pdf>

2. Rémi Lefebvre. Municipales 2020 : La République en marche au défi de l'ancrage politique local. [https://metropolitiques.eu/IMG/pdf/met\\_lefebvre3.pdf](https://metropolitiques.eu/IMG/pdf/met_lefebvre3.pdf)

3. Institut Montaigne. Quinquennat Macron : le grand décryptage. <https://www.institutmontaigne.org/publications/quinquennat-macron-le-grand-decryptage>

---

mouvement des Gilets jaunes, qui, initialement, avait pris naissance suite à la hausse de la taxe intérieure de la consommation sur les produits énergétiques, avant qu'il ne se durcisse et étendre la protestation à des revendications plus larges telle la demande de rétablir l'impôt sur la fortune, d'instaurer le référendum d'initiative citoyenne pour ne citer que cela. Malgré l'intervention du Chef de l'État pour calmer la protestation et en dépit des initiatives prises, le mouvement demeure actif à Paris et en province.

Aussi, la crise sanitaire est passée par là avec les difficultés que la France et le monde entier ont connu quant à sa gestion, allant de l'absence d'information sur le virus, au nombre élevé des décès, à la faillite de la structure sanitaire, à la pénurie des réserves sanitaires stratégiques, au confinement et aux effets néfastes des quatre vagues successives de la pandémie sur l'activité économique et la santé mentale. Cette parenthèse a laissé des traces indélébiles sur la performance du gouvernement et celle du président malgré une gestion plus au moins heureuse de la crise.

## Acte II : Jupiter à la merci de la foudre

En 2022, le premier quinquennat prendra fin, nous étions en rendez-vous avec les deux élections présidentielles et législatives. Pour ce qui est des élections présidentielles, E. Macron a décidé de rester président de la République jusqu'à la « dernière minute », il ne s'est déclaré candidat<sup>4</sup> que le 4 mars, sur fond de polémiques sur le recours abusif aux Cabinets de conseil et la mesure clivante de retarder l'âge de la retraite à 65 ans. Le président sortant a également eu l'occasion d'occuper les scènes mondiale et européenne, et ce à cause du déclenchement de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, à partir du 24 février 2022, et la volonté de la France de garder les liens avec le président V. Poutine en vue d'arriver à une solution négociée, mais en vain. S'ensuit, alors, le lot de drames, de destruction, l'implication des États-Unis et de l'Europe pour aider militairement l'Ukraine. Les conséquences économiques, l'inflation galopante, la crise énergétique et alimentaire ont eu un impact effectif sur la vie des citoyens en France et partout dans le monde. « Le pouvoir d'achat » devient l'enjeu électoral par essence.

La présidence française du Conseil de l'Union européenne, du 1 janvier au 30 juin 2022, a été l'occasion pour le président Macron de rester un acteur visible sur l'espace européen en mettant en exergue les priorités et les axes que défendent la France et, par la même, peaufiner davantage sa stature internationale.<sup>5</sup>

En dépit de ce constat, les autres candidats se sont lancés très tôt dans la campagne électorale. Ils ont joué la proximité avec les citoyens et ont été à l'écoute de leurs soucis et difficultés quotidiennes. Le retard de l'engagement du Président sortant dans la campagne électorale a été présenté par ses adversaires comme un signe supplémentaire de l'arrogance et de l'insouciance d'E. Macron qui demeure imbu de sa personne car il était sûr de gagner ces élections. Ces arguments ont été entendus par une grande frange d'électeurs.

---

4. Les autres candidats sont quatre femmes et huit hommes : Nathalie Arthaud (Luttes ouvrières), Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France), Anne Hidalgo (parti socialiste), Yannick Jadot ( Europe Ecologie-Les Verts), Jean Lassalle ( Résistons), Marine Le Pen (Rassemblement National), Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise), Valérie Pécresse (Les Républicains), Philippe Poutou (Nouveau parti anticapitaliste), Fabien Roussel (Parti Communiste), Éric Zemmour (Reconquête) et, enfin, le président sortant E. Macron (La République en marche).

5. « Relance : Bâtir un nouveau modèle européen de croissance. Puissance : Mettre en œuvre un agenda pour une souveraineté européenne, c'est-à-dire la capacité de l'Europe à exister dans le monde tel qu'il est actuellement, et à défendre ses valeurs et ses intérêts. Appartenance : Créer une Europe à taille plus "humaine" ». <https://www.budget.gouv.fr/reperes/budget-de-lue/articles/1er-janvier-30-juin-2022-presidence-francaise-du-conseil-de-lunion>

---

A l'issue des résultats des deux tours (10 et 24 avril 2022) le président sortant a été réélu confortablement avec 58,55 % des voix, cependant il perd deux millions de voix par rapport à 2017. A l'issue de cette compétition électorale, et dans le prolongement des conséquences de la stratégie d'E. Macron, celle de miner les partis politiques classiques, de les vider de leurs substances et de faire voler en éclats le clivage gauche/droite, il sera confronté à une autre configuration partisane basée sur une opposition menée, tambour battant, par les extrêmes. Cette situation a été annonciatrice du début des ennuis d'un président, jadis jupitérien.

Tout d'abord, il y a lieu de constater le naufrage des partis traditionnels puisque la candidate du Parti socialiste, et maire de la ville de Paris, Anne Hidalgo, n'a récolté que 1,7 % des voix. Un résultat qui confirme la déconvenue d'un parti jadis imposant dans le paysage partisan français. Par ailleurs, la candidate du parti LR, Valéry Pécresse, n'a même pas passé la barre des 5 %. Ce parti est le dernier avatar du Rassemblement pour la République (RPR) fondé par J. Chirac en 1976 et qui fut l'autre pôle de droite qui a influencé le système partisan en France. Il convient de dire que les deux principaux partis qui ont animé la compétition gauche/droite ont été laminés.

L'autre grosse surprise c'est que les deux extrêmes, naguère minoritaires, ont réussi une vraie percée dans l'opinion qui s'est concrétisée par des résultats impressionnants. Tout d'abord, le parti de l'extrême droite le RN, qui a propulsé sa candidate au deuxième tour des élections présidentielles, exactement à l'image du scénario des élections présidentielles de 2017. Marine Le Pen a obtenu 23,15 % des voix exprimées, faisant d'elle la deuxième force politique. Que de chemin parcouru depuis 1983 année charnière pour ce mouvement avec la conquête de la mairie de Dreux.<sup>6</sup> Jean-Luc Mélenchon le président de LFI mouvement d'une gauche radicale a été en troisième position avec 21,95 %. Il est classé désormais troisième force du pays. La configuration classique gauche/droite a volé en éclats laissant place à un parti hybride LRM, puis deux forces d'opposition extrême droite et gauche radicale.

Il convient de relever également un autre phénomène. Il est opportun de noter que le parti de l'extrême droite RN, tant combattu par les partis de la droite traditionnelle, du centre et par les partis de la gauche, s'est banalisé depuis, puisque ses adhérents ne se cachent plus pour exprimer leurs opinions dans la ligne droite des idées du parti dont les deux principales sont la préférence nationale et le « souverainisme ». Lors des rendez-vous électoraux, qu'il s'agisse d'élections nationales ou locales, il y a eu toujours la constitution d'un front républicain, qui fut une pratique politique, qui visait à barrer la route à l'extrême droite, en évitant de s'allier avec le RN ou de lui accorder des voix lorsqu'il est question de report de voix. Cette pratique a été respectée le plus souvent. Or lors de ces dernières élections cette pratique n'a pas fonctionné.

Nous sommes loin du cas d'école observé lors des résultats des élections présidentielles de 2002 où pour la première fois le fondateur du Front National, Jean Marie Le Pen, à la surprise générale, a été qualifié pour le deuxième tour avec 16,86 % des voix éliminant le candidat du Parti socialiste, Lionel Jospin premier ministre (en cohabitation) du président sortant Jacques Chirac. L'élément majeur de cet événement est la constitution d'un front républicain pour barrer la route à l'extrême droite, le résultat fut le score de l'élection du président J. Chirac avec 82,21 % des voix, une première dans l'histoire des scores des élections présidentielles en France.

---

6. Yves-Marc, Ajchenbum. Rétrocontroverse : 1983, Dreux, le FN et le fascisme. Le Monde. [https://www.lemonde.fr/idees/article/2007/07/26/retrocontroverse-1983-dreux-le-fn-et-le-fascisme\\_939369\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2007/07/26/retrocontroverse-1983-dreux-le-fn-et-le-fascisme_939369_3232.html)

---

Lors des élections présidentielles de 2022, cette pratique a fait défaut, malgré des voix qui se sont levées pour former un front républicain, au contraire il y a eu une poussée du Rassemblement national qui s'est imposé et s'est installé comme une force politique en gagnant deux millions de voix, de plus, entre 2017 et 2022.

Parmi les causes de la poussée de ce parti, c'est que bien avant les effets des conséquences de la guerre d'Ukraine, Marine Le Pen, au terme d'un discours bien rodé et d'une campagne électorale remarquable, s'est positionnée comme la porte-parole des citoyens « inquiets », critiquant les choix politiques et le style jupitérien du président Macron. Le « pouvoir d'achat », est devenu son cheval de bataille. La guerre, aux portes de l'Europe, a ravivé cette situation de crise et conduit à la fragilisation économique d'une grande frange de la population accompagnée d'une flambée des prix du carburant. M. Le Pen a également bataillé autour de la « sécurité culturelle ». Le phénomène migratoire non jugulé, l'islamisme, le phénomène terroriste qui a durement frappé la France menacent la stabilité du pays. Se trouve également menacée l'identité française par l'intégration européenne et un monde de plus en plus globalisé.

Il faut ajouter également l'impact de la progression fulgurante du « polémiste » Éric Zemmour et la place qu'il a occupée dans les médias avec des thèmes plus radicaux que ceux du RN. Il avance que la conjonction entre immigration et insécurité entrainera la création d'un nouveau « Liban », car il est question d'une « guerre civilisationnelle » qui se joue actuellement en France, et il plaide, sans vergogne, pour la théorie du « grand remplacement ».<sup>7</sup>

Une autre donnée fondamentale à l'issue de cette compétition électorale présidentielle est que le président Macron a hérité d'une France fracturée à plusieurs niveaux<sup>8</sup> :

Fracture territoriale, il est aisé de remarquer que la partie Nord-Est du pays a voté massivement pour le RN, ainsi que quelques poches dans le sud plus la Corse et, surtout, les territoires d'Outre-mer. L'axe atlantique, le centre, les communes rurales et les grandes villes ont voté pour E. Macron.

La fracture est également générationnelle. Il a été constaté, en plus du taux très fort d'abstention, que les jeunes 18-24 ans ont voté massivement pour E. Macron, ainsi que les Séniors, en revanche les 25-34 ont voté massivement pour Marine Le Pen. Une différence qui est le fruit de « différences sociales importantes ».<sup>9</sup>

---

7. Fabien Joubert. Éric Zemmour : son programme politique pour la présidentielle de 2022. <https://freelanceinfos.fr/eric-zemmour-programme-politique-presidentielle-2022/>

8. Thibaut Déléaz. Présidentielle : 12 cartes et graphiques pour comprendre le second tour. Le Point. [https://www.lepoint.fr/presidentielle/presidentielle-12-cartes-et-graphiques-pour-comprendre-le-second-tour-25-04-2022-2473341\\_3121.php](https://www.lepoint.fr/presidentielle/presidentielle-12-cartes-et-graphiques-pour-comprendre-le-second-tour-25-04-2022-2473341_3121.php)

9. « L'analyse du choix électoral à partir des générations confirme bien en 2022 l'existence d'une fracture générationnelle. Celle-ci s'alimente à des différences sociales importantes. Néanmoins, l'appartenance à une génération a bien moins d'importance sur le choix électoral, et notamment celui fait en faveur de la gauche radicale, que le niveau de libéralisme culturel ou économique et que la religion. La comparaison à vingt ans de distance des représentations et des choix politiques des boomers comme de la génération X montre, par ailleurs, que des modifications substantielles ont eu lieu. On ne reste pas éternellement « jeune » et les observations faites à un moment donné ne préjugent pas de celles que l'on peut faire deux décennies plus tard. L'ensemble des générations a été touché par la baisse du niveau de libéralisme culturel, à la recomposition de l'offre politique dans les équilibres qu'elle promeut entre libéralisme culturel et libéralisme économique. Cela veut dire que les choix politiques effectués par une génération évoluent dans le temps, que le vieillissement joue un rôle, même si celui-ci est un phénomène complexe lié à la mobilité sociale comme à l'environnement familial d'origine. La génération n'est donc pas devenue le passe-partout de la sociologie électorale. ». In. Luc Rouban. « les illusions de la fracture générationnelle, note enquête électorale, vague 10. Sciences Po CEVOPOF, mars 2022, p. 11.

---

## Les élections législatives : les ennuis d'une majorité relative

Les élections législatives, qui font suite aux élections présidentielles, se sont déroulées entre le 12 et le 19 juin 2022 pour élire 577 députés de la XVIIème législature de la Cinquième République. Dopés par les résultats obtenus lors des élections présidentielles les deux partis à savoir le RN et LFI se sont engagés dans une campagne électorale d'envergure. Habilement, Jean-Luc Mélenchon a réussi à négocier avec les autres partis de gauche la « Nouvelle Union populaire écologique et sociale » (NUPES), et a appelé les Français à l'élire comme « Premier ministre ».

Les partis que composent la majorité présidentielle, à savoir LRM, Le MoDem, Agir et Horizons, se sont organisés sous une autre coalition appelée « Ensemble ».

Les résultats des élections législatives vont confirmer la configuration des résultats des élections présidentielles et la fracturation du paysage politique en France. Un premier résultat consiste à relever que le nouveau président n'a pas réussi à avoir une majorité absolue comme pour son premier mandat en n'obtenant que 245 députés. Ensuite, il y a lieu de signaler la montée des deux extrêmes, à savoir le RN, avec 89 députés, une première dans l'histoire politique française, et la LFI-NUPES, avec 131 députés. L'autre surprise est que le parti de la droite traditionnelle, Les Républicains, n'a obtenu que 61 députés.

Ces élections législatives ont été fatales, également, pour des ministres qui ont été nommés après les élections présidentielles, le 20 mai 2022, dans le cadre du nouveau gouvernement présidé par la première ministre Élisabeth Borne. En effet, la ministre de la Transition écologique, Amélie de Montchanin, la ministre de la Santé, Brigitte Bourguignon, et le secrétaire d'État à la Mer, Justin Benin, ont été battus et perdu, selon la tradition, leur poste de ministre. De plus, deux symboles de la majorité présidentielle ont perdu leur siège de député, à savoir Richard Ferrand (ancien président de l'Assemblée nationale) et Christophe Castaner (président du groupe la République en marche au Palais Bourbon).

Un remaniement ministériel a été effectué le 4 juillet 2022 dans la foulée des résultats des élections législatives. Ce nouveau gouvernement s'est ouvert sur les partis et mouvement de la majorité présidentielle.

## La constitution du Bureau de l'Assemblée nationale : l'institutionnalisation des extrêmes

En substance, le Bureau de l'Assemblée nationale est composé de 22 membres<sup>10</sup> et exerce une « compétence générale sur l'organisation et le fonctionnement interne de l'Assemblée ». L'élection du Bureau a été un moment d'âpres négociations et la manifestation des rapports de force avec l'engagement des deux extrêmes pour figurer parmi les membres de cette haute autorité. L'élection, pour la première fois, d'une femme, Yaël Braun-Pivet, à la présidence de l'Assemblée nationale, de la majorité présidentielle, est un élément certes important dans l'histoire de cette institution, mais l'élément majeur à retenir est celui de l'élection de deux vices – président, parmi les 6 que comptent l'Assemblée,

---

10. Le poids des postes clés à l'Assemblée nationale. Le Monde, 29 juin 2022, p. 12.

---

appartenant au RN, à savoir Sébastien Chenu et Hélène Laporte. Nous assistons alors à une institutionnalisation de l'extrême droite dans l'hémicycle. Cette institutionnalisation vient couronner les efforts du parti de l'extrême droite pour devenir respectable et se fondre dans le paysage partisan, en dépit de ses idées extrêmes.

Dans le même ordre d'idées, la bataille a concerné également les 8 commissions permanentes et surtout la plus convoitée, la plus prestigieuse et la plus stratégique, à savoir la Commission des « finances, économie générale et contrôle budgétaire », qui échoit, selon la règle, à un membre de l'opposition. C'est le député Éric Coquerel, un proche de Jean-Luc Mélenchon président de LFI, qui a été élu à la tête de cette Commission. Pour les partis qui forment la NUPES, présider cette commission est tout un symbole qui atteste à la fois de sa percée mais aussi d'une volonté de changer les pratiques. « *La Commission des finances a un rôle d'élaboration des lois, mais surtout de contrôle du budget. J'utiliserai toutes mes prérogatives, qui me permettent non pas d'aller débusquer tel ou tel opposant politique, mais de contrôler qu'on ne passe pas de l'optimisation à l'évasion fiscale* ». <sup>11</sup> Il est important également de signaler que parmi les prérogatives du président de la Commission des finances est de demander la levée du secret fiscal pour un particulier ou une entreprise.

## **La Première ministre devant les députés : discours de politique générale sans vote de confiance**

Le premier acte politique déterminant après les élections présidentielles, législatives et la constitution du nouveau Gouvernement, est le discours de politique générale. Il est l'occasion d'annoncer le programme et la démarche politique que compte appliquer la nouvelle majorité présidentielle. Il a été fort important de suivre le discours de la Première ministre et celui des autres groupes, en l'occurrence ceux du groupe du RN et de LFI-NUPES.

Le 6 juillet 2022, la Première ministre s'est présentée devant les députés pour prononcer son discours de politique générale. L'occasion d'observer grandeur nature et la substance du discours et la réaction de l'opposition. Le mot « compromis » a été égrené plusieurs fois, ce qui annonce un changement de ton et une prise en compte de la nouvelle structure de l'Assemblée nationale, désormais il faut compter avec l'opposition.

Ensuite, la Première ministre a cité le nom de tous les groupes parlementaires sauf ceux du RN et de LFI, histoire de circonscrire les conditions et les partenaires avec qui le gouvernement envisage de s'engager et de discuter pour arriver au compromis. Mais il est important de noter que la Première ministre n'a pas sollicité de vote de confiance, selon la tradition, bien que rien dans la Constitution n'oblige une telle pratique. Dans l'histoire de la Cinquième République 7 premiers ministres sur 27 n'ont pas pris de risque de solliciter un vote de confiance. Pierre Bérégovoy (socialiste), en 1992, fut le dernier à n'avoir pas demandé le vote de confiance.

Ces deux remarques attestent que la majorité présidentielle est dans l'obligation de changer de style et de s'accommoder avec la nouvelle réalité partisane.

---

11. Éric Coquerel, cité in. Mariama Darame, Jérémie Lamothe et A. T. Sur les textes économiques et financiers, une nouvelle ère s'ouvre. Le Monde, 02 juillet 2022, p. 11.

---

Les discours des présidentes des groupes parlementaires RN et LFI-NUPES ont été directs et sans emphase. Les deux présidentes ont exprimé, sans détour, leur volonté de peser de tous leurs poids pour contrecarrer la politique de la majorité présidentielle. Au prélude de son discours, Mathilde Panot, présidente du groupe LFI-NUPES, a déclaré : « Le Président a été élu sans mandat, et voici venue sa Première ministre sans confiance ». Elle a exprimé sa détermination à obliger le Président à composer avec les revendications de son groupe quitte à aller jusqu'au blocage des institutions. La présidente du groupe RN a interpellé, de son côté, la Première ministre, en annonçant : « *Madame la Première ministre, vous êtes aujourd'hui dans l'impossibilité de solliciter un vote de confiance. Et j'ose dire que vous avez bien fait, car nous n'avons aucune confiance dans votre gouvernement* ». La messe est ainsi dite.

Aussi, il faut signaler également que le groupe LFI-NUPES a déposé une motion de censure « spontanée » (défiance), définie à l'article 49 de la Constitution, avant le discours de la Première ministre. Cette pratique diffère de la situation où le gouvernement engage lui-même sa responsabilité à travers l'article 49.3. En définitive, cette démarche n'a aucune chance d'aboutir car elle doit être approuvée par la majorité absolue des députés, soit 289 élus. Cependant, elle annonce le climat de confrontation entre les partis de l'opposition et la politique gouvernementale.

## En guise d'épilogue

Malgré les difficultés qu'a connues le Président E. Macron durant ces dernières élections présidentielles et législatives, il n'est pas complètement désarmé face à la détermination de l'opposition. Il pourra compter sur les autres partis comme LR, qui constitue la droite classique pour éviter tout blocage des institutions. Il peut négocier également avant le dépôt des propositions de lois pour trouver un compromis avant d'aller au vote. Il peut également « dégainer » le fameux article 49.3 pour engager la responsabilité du gouvernement pour faire passer en force des lois, il peut l'exercer autant qu'il le souhaite sur les textes budgétaires et une fois par session sur les autres textes.

Cependant, ce qu'il nous semble important à souligner est la stratégie que Marine Le Pen a engagée pour se débarrasser de l'héritage du père fondateur du Front national en 1972, ancien Poujadiste, ancien officier de l'Algérie française et nostalgique du régime de vichy. Son cercle a été composé de catholiques intégristes et de révisionnistes (essentiellement en relation avec l'holocauste qu'il qualifie de détail de l'histoire, et adopte les thèses de Robert Faurisson et Henri Roques) et d'autres adeptes proches de la mouvance fasciste. Le Front national allait bénéficier de l'aide du Président F. Mitterrand qui avant les élections législatives de 1986 avait procédé au changement du système électoral, pour permettre au FN d'accéder à l'Assemblée nationale pour affaiblir le RPR et la droite). L'immigration est un thème central dans le discours du FN, selon lequel elle serait responsable de tous les maux de la société française. Son discours trouve écho chez les déçus de la gauche socialiste, au pouvoir depuis 1981. Les sorties médiatiques du président du FN et son discours radical lui ont valu une « diabolisation » et un rejet par les autres partis.

Marine Le Pen va entamer alors une stratégie à long terme et par étape. Tout d'abord, elle a aspiré à « dédiaboliser » le FN, en endossant les habits de la laïcité, produisant un discours soft sur la xénophobie et plaider pour l'identité nationale en se penchant sur les drames des franges de la population les plus vulnérables.

---

Ensuite la présidente du FN prend ses distances, avec le père, et rebaptise le mouvement le RN, premier pas pour chercher à présent la respectabilité, la normalisation et la banalisation du mouvement.

Il faut signaler que depuis l'élection présidentielle de 2017, elle a bénéficié de l'aide des autres composantes du paysage partisan. En premier lieu, E. Macron lui a été d'un grand secours. Dans sa stratégie d'élargir le spectre de son électorat, il a ainsi « siphonné » les voix du centre et de la droite classique, lui laissant un espace confortable. Aussi, elle a profité de l'effet de la « violence oratoire et procédurière » du parti de Jean-Luc Mélenchon qui voulait en découdre avec le système politique de la Cinquième République et se radicalise pour faire plier le président Macron. L'émergence d'un Éric Zemmour radical a été « du pain béni » pour M. Le Pen car elle a réussi à se démarquer de ses thèses « le grand remplacement, entre autres », malgré l'hémorragie qu'a connue son parti, puisqu'un nombre important de ses proches ont rallié le rang du mouvement Reconquête du « polémiste », qui va échouer dans sa stratégie. Par rapport à LFI et le mouvement Reconquête, le RN est apparu comme un parti responsable, respectable dont l'image paraissait avoir littéralement fait peau neuve. Mais de fait, il est important de souligner que la doctrine du parti n'a pas bougé d'un « iota », mais elle a bénéficié d'une conjoncture favorable et du fait que ses adversaires ont travaillé pour le RN.

Il est opportun de signaler que même lors du débat entre M. Le Pen et E. Macron entre les deux tours des dernières élections présidentielles, elle a affiché une timidité de circonstance, alors qu'elle avait la possibilité de le mettre en difficulté, en s'attaquant à son bilan le plus simplement possible. Il est fort à parier qu'elle ne cherchait pas à gagner les élections présidentielles, E. Macron est un adversaire redoutable, elle en a fait l'expérience à ses dépens, mais elle cherchait en premier lieu à ce que son parti ne soit plus stigmatisé, vilipendé taxé de racisme et de xénophobie. Elle préparait les élections présidentielles et législatives de 2027.

Sa stratégie a été payante. Son groupe compte 89 députés, elle est au cœur de l'action politique elle n'est plus à la marge. Elle compte demeurer la voix des inquiets, des laissés pour compte pour élargir davantage son spectre électoral. La conjoncture mondiale est une aubaine pour sa stratégie, les futurs combats sur les textes de lois également. Il est fort à parier qu'elle va tout faire pour imposer ses vues et communiquer sur ce qu'elle fait pour les Français pour décrédibiliser toutes les forces politiques traditionnelles tentées par la compromission. Une stratégie redoutable. Elle compte sur une armée de fidèles et sur un personnel politique (de plus en plus aguerris expérimentés par la pratique politique, nationale, locale et européenne) dévoués à sa cause. Ils croient, tous, dur comme fer, que l'essence des problèmes demeure le phénomène migratoire, la phobie de l'altérité et la peur de perdre « l'identité nationale ».

## À propos de l'auteur, Nouredine Jallal

Nouredine Jallal est Docteur en Science Politique de l'Université Paris-I-Panthéon Sorbonne, professeur de Science politique à l'Université Sidi Mohammed Ben Abdallah - Fès. Professeur intervenant à la Faculté de Gouvernance, Sciences Économiques et Sociales, Université Mohammed VI Polytechnique. Consultant en ingénierie de formation et en études stratégiques. Dirige actuellement un programme de recherche en collaboration avec le CNRST sur « la politique de régularisation des migrants subsahariens et leur insertion économique et sociale au Maroc » en rapport avec la thématique de la « sécurité globale ».

## À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains. [Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.

## Policy Center for the New South

Building C, Suncity Complex, Al Bortokal Street Hay Riad 10100 - Rabat

Email : [contact@policycenter.ma](mailto:contact@policycenter.ma)

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)



THINK • STIMULATE • BRIDGE